Partie 4
Données



Après les données sur la traite des êtres humains, Myria analyse celles sur le trafic des êtres humains avec un focus sur les chiffres des arrestations administratives dans le cadre du transit. Ces chiffres proviennent des six acteurs susceptibles de jouer un rôle dans un dossier de traite ou de trafic des êtres humains en Belgique : la police, le service d'inspection de l'ONSS (cellules ECOSOC), le Collège des procureurs généraux (poursuites par les parquets), l'Office des étrangers (OE), les centres spécialisés dans l'accueil des victimes PAG-ASA, Payoke et Sürya, et le Service de la Politique criminelle du SPF Justice (condamnations).

Introduction

Cette partie du rapport présente les chiffres-clés transmis à Myria par les six acteurs susceptibles de jouer un rôle dans un dossier de traite ou de trafic des êtres humains en Belgique. Elle présente en premier lieu les données sur la traite des êtres humains, puis celles sur le trafic des êtres humains avec un focus sur les chiffres des arrestations administratives dans le cadre du transit.

Les six acteurs qui sont à la base de ces chiffres sont :

- la police, avec des informations émanant de la Banque de données nationale générale (BNG) ;
- le service d'inspection de l'ONSS (cellules ECOSOC) ;
- le Collège des procureurs généraux, avec des informations relatives aux poursuites menées par les parquets ;
- l'Office des étrangers (OE) ;
- PAG-ASA, Payoke et Sürya : les centres spécialisés dans l'accueil des victimes ;
- le Service de la Politique criminelle du SPF Justice, avec des informations relatives aux condamnations.

L'harmonisation entre les chiffres des différents acteurs fait défaut. Ils ne sont donc pas suffisants comme base d'évaluation de la politique ou pour appuyer des analyses stratégiques. Ce défaut d'harmonisation restreint également de manière non négligeable les possibilités de rapportage vis-à-vis des institutions européennes. Myria travaille au quotidien avec ces différents acteurs afin d'obtenir des chiffres de la meilleure qualité possible.

Avertissement

- Les chiffres présentés dans ce rapport ne témoignent pas de l'étendue réelle du phénomène de la traite et du trafic des êtres humains, ils ne présentent que les faits et les victimes qui ont été identifiés par les autorités. Il n'existe à l'heure actuelle aucune estimation sur les faits et les victimes non identifiés.
- Ces chiffres et leur évolution donnent davantage d'informations sur l'action des autorités pour lutter contre la traite et le trafic des êtres humains que sur ces phénomènes en tant que tels.



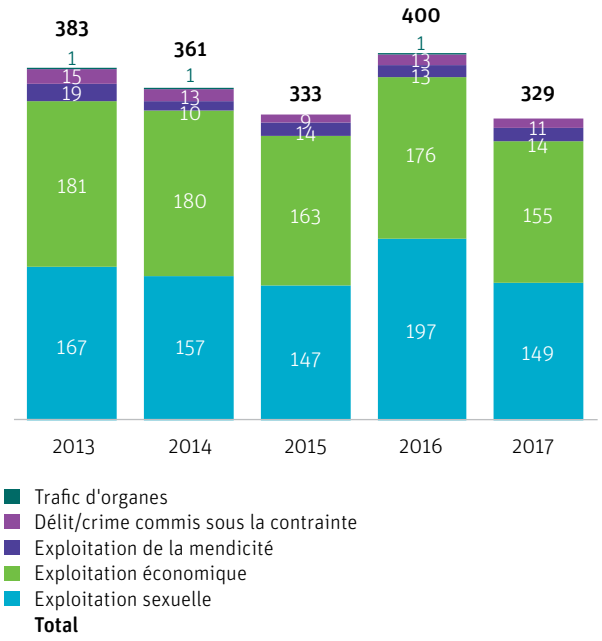
Les chiffres disponibles sur la traite et le trafic d'êtres humains ne montrent que la partie visible de l'iceberg.
La véritable ampleur du phénomène n'est pas connue.

1. Traite des êtres humains

Les infractions pour traite des êtres humains (données de la police)

Changement méthodologique

Les chiffres présentés ici ont été compilés de manière différente que dans nos rapports précédents. Après concertation avec la Police et afin de mieux cibler les procès-verbaux initiaux liés à la traite et au trafic des êtres humains, il a été décidé de présenter uniquement les chiffres liés au « faits » et non plus ceux des « phénomènes ». Les chiffres présentés dans les rapports précédents incluaient des catégories qui n'étaient pas directement en lien avec ces matières comme, par exemple, « l'exploitation de la débauche » dans le cas de l'exploitation sexuelle. Par conséquent, les chiffres présentés ici sont plus bas que ceux présentés dans les rapports précédents. Suite à cette modification, les chiffres des infractions enregistrées par la police sont maintenant du même ordre que ceux des affaires entrées dans les Parquets.



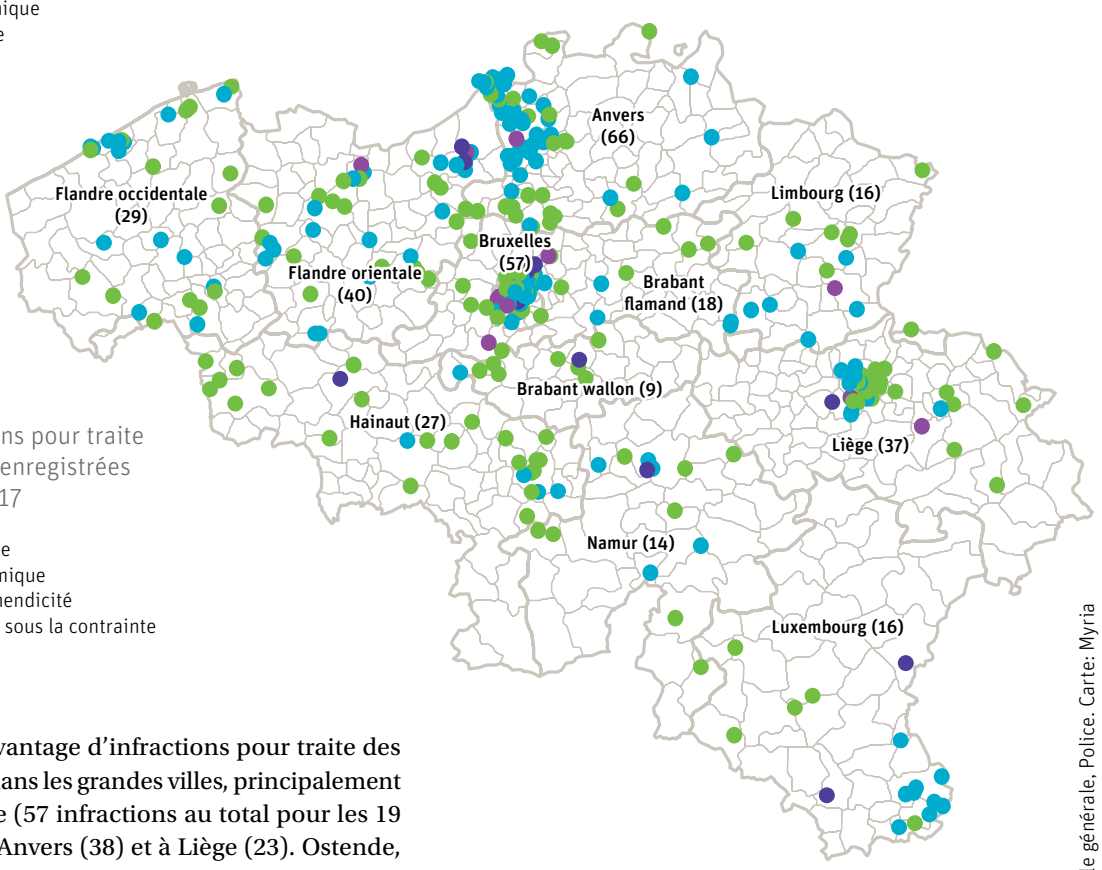
En 2017 :

- Un total de 329 infractions de traite des êtres humains ont été enregistrées par la police: 149 pour exploitation sexuelle, 155 pour exploitation économique, 14 pour exploitation de la mendicité et 11 pour délit ou crime commis sous la contrainte. Il n'y a pas eu d'infraction pour trafic d'organe en 2017.

Entre 2016 et 2017, suivant la nouvelle méthodologie, on observe :

- Une diminution globale du nombre d'infractions pour traite d'êtres humains enregistrées par la police (-18%). Les infractions pour exploitation sexuelle ont baissé davantage (-24%) que celles pour exploitation économique (-12%).

Nombre d'infractions pour traite des êtres humains enregistrées par la police en 2017



Exploitation sexuelle
Exploitation économique
Exploitation de la mendicité
Délit/crime commis sous la contrainte

En 2017 :

- On observe davantage d'infractions pour traite des êtres humains dans les grandes villes, principalement dans la capitale (57 infractions au total pour les 19 communes), à Anvers (38) et à Liège (23). Ostende, Gand et Saint-Nicolas sont en cinquième position avec 9 infractions chacune. À Bruxelles et Anvers, la majorité des infractions sont liées à l'exploitation sexuelle (63% dans le cas de la capitale et 84% dans le cas d'Anvers) alors que Liège présente une majorité d'infractions pour exploitation économique (70%).
- On note que les infractions pour exploitation sexuelle ont principalement été enregistrées dans la province d'Anvers et dans la capitale. Ces deux villes regroupent plus de la moitié des infractions enregistrées au niveau national pour ce type d'exploitation. Les infractions pour exploitation économique ont, quant à elles, principalement été enregistrées dans les provinces d'Anvers, de Liège et dans le Hainaut. En ce qui concerne l'exploitation de la mendicité, les infractions ont principalement été enregistrées à Bruxelles (5 des 14 infractions, soit 36%).

Source : Banque de données nationale générale, Police. Carte: Myria

Procès-verbaux du service d'inspection de l'ONSS (cellules ECOSOC)

En 2017, selon le service d'inspection de l'ONSS (cellules ECOSOC) :

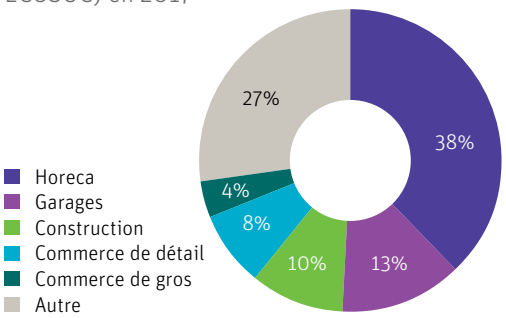
- **39** procès-verbaux ont été dressés concernant **65** travailleurs.
- **48** travailleurs ont été identifiés comme victimes présumées de traite des êtres humains.

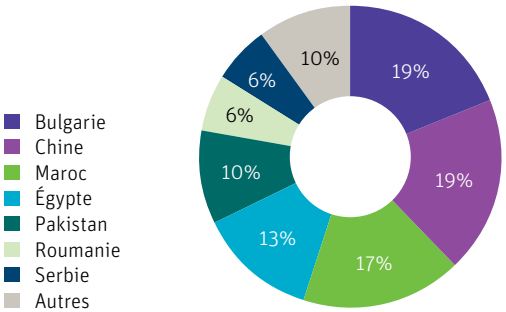
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Procès-verbaux	33	38	29	37	58	32	39
Nombre de travailleurs	46	123	69	48	425	52	65

Note : L'années 2015 avait été marquée par des cas exceptionnels de procès-verbaux dressés dans le secteur du transport pour des cas de dumping social (en lien avec la traite des êtres humains) de centaines de chauffeurs.

Ces données proviennent de l'analyse statistique de l'ensemble des procès-verbaux : d'une part, les pro justitia envoyés au Procureur du Roi et/ou à l'auditeur du travail et, d'autre part, des rapports judiciaires adressés à l'auditeur du travail, au procureur ou au juge d'instruction lorsque l'enquête a été mandatée par ce dernier.

Secteur d'activité et nationalité des travailleurs identifiés comme victimes présumées de traite des êtres humains par le service d'inspection de l'ONSS (cellules ECOSOC) en 2017





Secteur d'activité et nationalité des travailleurs identifiés comme victimes présumées de traite des êtres humains par le service d'inspection de l'ONSS (cellules ECOSOC) en 2017

	Horeca	Garages	Construction	Commerce de détail	Commerce de gros	Activité de nettoyage	Autre	Total
Bulgarie							9	9
Chine	8						1	9
Maroc	3	1			2		2	8
Égypte	6							6
Pakistan		4		1				5
Roumanie			1	1		1		3
Serbie			3					3
Côte d'Ivoire				1				1
Afghanistan				1				1
Pays-Bas		1						1
Slovaquie			1					1
Togo	1							1
Total	**18**	**6**	**5**	**4**	**2**	**1**	**12**	**48**

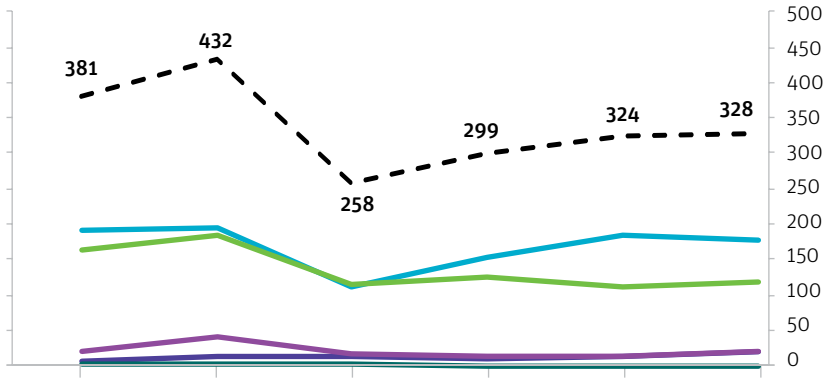
Source : Service d'inspection de l'ONSS, cellules ECOSOC

Affaires entrées dans les parquets pour traite des êtres humains

En 2017,

- **328** affaires sont entrées dans les parquets pour traite des êtres humains.
- Stabilité par rapport à 2016.
- 54% de ces affaires concernaient l'exploitation sexuelle et 35% l'exploitation économique, l'exploitation de la mendicité 5% et les délits ou crimes commis sous la contrainte 5%.
- Anvers est le ressort dans le lequel le plus d'affaires pour traite des êtres humains sont entrées en 2017 (82) devant Gand (76), Bruxelles (75), Liège (73), Mons (21) et le Parquet fédéral (1).

Une **nouvelle affaire** est ouverte à partir d'un PV initial (les PV subséquents ne mèneront pas à l'ouverture d'une nouvelle affaire). Une affaire peut également être ouverte à partir d'une plainte ou d'une constitution de partie civile.



	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Exploitation sexuelle	190	196	111	151	184	176
Exploitation économique	164	184	115	124	112	116
Exploitation de la mendicité	7	12	14	10	14	18
Contrainte à commettre un délit/crime	18	39	17	14	14	18
Trafic d'organes	2	1	1	0	0	0
Total	**381**	**432**	**258**	**299**	**324**	**328**

Remarques méthodologiques

- Ces données correspondent à une situation arrêtée au 8 janvier 2018 et proviennent de la Banque de données du Collège des procureurs généraux.
- Elles représentent le nombre d'affaires entrées dans les parquets correctionnels (y compris le parquet fédéral) en 2017.
- Elles se limitent aux infractions commises par des personnes majeures et ne reprennent pas les affaires traitées par l'auditeur du travail. Les affaires entrées au parquet d'Eupen ne sont pas reprises non plus (faute de traduction du système en langue allemande).
- Il existe un risque de double comptage des affaires transmises pour disposition vers un autre arrondissement ou lorsqu'elles sont transmises à une autre division du même arrondissement judiciaire.
- Chaque affaire pénale peut compter un ou plusieurs prévenus.

Difficulté de faire aboutir les poursuites pour traite des êtres humains

Affaires entrées dans les parquets en 2017 et classées sans suite au 8 janvier 2018

	Affaires classées sans suite	Total	Affaires classées sans suite
Exploitation sexuelle	43	176	24%
Exploitation économique	19	116	16%
Exploitation de la mendicité	10	18	56%
Délit/crime forcé	8	18	44%
Total	**80**	**328**	**24%**

- **24%** des affaires pour traite des êtres humains entrées dans les parquets en 2017 étaient classées sans suite au 8 janvier 2018.
- La proportion de classement sans suite est particulièrement importante dans le cas de l'exploitation de la mendicité (56%) et des délits ou crimes commis sous la contrainte (44%).
- 39% du total des classements sans suite le sont pour charges insuffisantes, 24% parce que l'auteur est inconnu, 15% pour « autre priorité ».

Source : Banque de données du Collège des procureurs généraux, Analystes

Ressort : Étendue de la compétence territoriale d'une juridiction. La Belgique est divisée en cinq grands ressorts judiciaires ayant chacun une cour d'appel. Chaque cour d'appel est compétente pour plusieurs arrondissements judiciaires.

- Anvers → Anvers et Limbourg
- Bruxelles → Bruxelles (Bruxelles et Hal-Vilvorde), Louvain et le Brabant wallon
- Gand → Flandre orientale et Flandre occidentale
- Liège → Liège, Eupen, Namur et Luxembourg
- Mons → Hainaut

Ressort d'Anvers

- Majorité d'affaires ouvertes pour exploitation sexuelle (61%).
- Stabilité globale par rapport à 2016 mais augmentation d'affaires pour exploitation économique et légère diminution d'affaires pour exploitation sexuelle.

Ressort de Gand

- Majorité d'affaires pour exploitation sexuelle (63%).
- Diminution globale liée à une forte diminution d'affaires pour exploitation économique.
- Légère augmentation d'affaires pour exploitation sexuelle et diminution des affaires pour délits ou crimes commis sous la contrainte.

Ressort de Mons

- Majorité d'affaires pour exploitation économique (57%).
- Nombre d'affaires fort inférieur à celles entrées dans les autres ressorts.
- Stabilité globale par rapport à 2016 mais légère augmentation des affaires pour exploitation économique et légère diminution de celles pour exploitation sexuelle.

Ressort de Bruxelles

- Majorité d'affaires pour exploitation sexuelle (55%) mais diminution de celles-ci par rapport à 2016.
- Diminution globale par rapport à 2016.
- Augmentation des affaires pour exploitation de la mendicité et délit ou crime commis sous la contrainte.

Ressort de Liège

- Majorité d'affaires pour exploitation économique (45%).
- Très forte augmentation du total des affaires entrées dans le ressort de Liège pour traite des êtres humains (29 en 2016, 73 en 2017). Le nombre d'affaires entrées dans ce ressort doublent ou plus pour chaque type d'exploitation entre 2016 et 2017.

Parquet fédéral

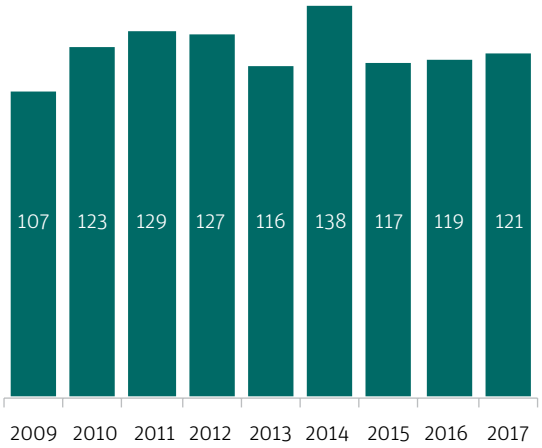
- Une affaire en 2017 pour exploitation économique.
- Stabilité par rapport à 2016.

Nomenclature des préventions

Exploitation sexuelle	37L	art. 433quinquies § 1 1°C. pén.
Exploitation économique	55D	art. 433quinquies § 1 3°C. pén.
Exploitation de la mendicité	29E	art. 433quinquies § 1 2°C. pén.
Délit/crime forcé	55F	art. 433quinquies § 1 5°C. pén.
Trafic d'organe	55E	art. 433quinquies § 1 4°C. pén.

Source : Banque de données du Collège des procureurs généraux, Analystes

Victimes de traite des êtres humains entrées dans la procédure (données de l'Office des étrangers)



En 2017,

- **121 victimes** de traite des êtres humains sont entrées dans la procédure (**stabilité** par rapport à 2016).
- 36% de ces victimes sont **nigérianes** : 42 victimes d'exploitation sexuelle et 2 d'exploitation économique. Suivent les victimes de nationalité **marocaine** (15 d'exploitation économique et 2 d'exploitation sexuelle), puis celles de nationalité **hongroise** avec 10 victimes d'exploitation économique et 2 d'exploitation sexuelle.

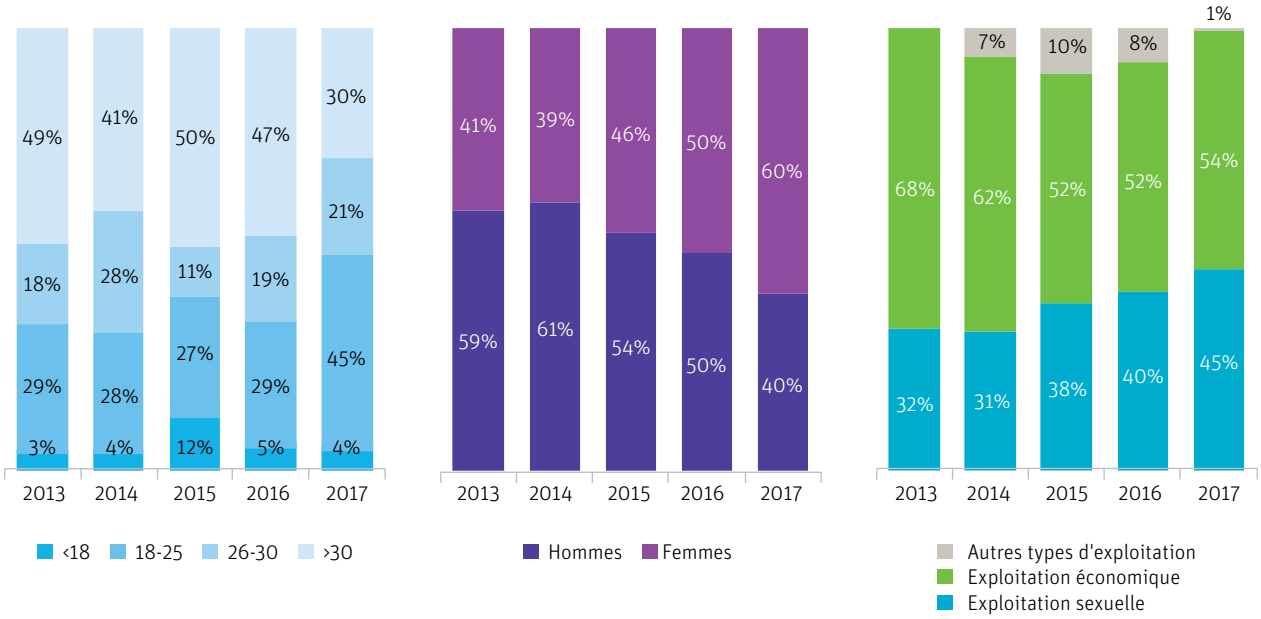
5 mineurs victimes de traite des êtres humains sont entrés dans la procédure en 2017

- 4 mineurs accompagnés victimes d'exploitation économique
- 1 mineure non accompagnée victime d'exploitation sexuelle



	Exploitation sexuelle	Exploitation économique	Autre	Total
Nigeria	42	2		44
Maroc	2	15		17
Hongrie	2	10		12
Égypte		6		6
Cameroun		4		4
Inde		4		4
Roumanie	1	3		4
Chine		3		3
Pakistan		3		3
Albanie	2			2
Côte d'Ivoire		2		2
Ghana		2		2
Portugal		2		2
Sénégal		2		2
Bangladesh		1		1
Bosnie-Herz.			1	1
Bulgarie	1			1
Burkina Faso		1		1
Italie		1		1
Kosovo		1		1
Pologne		1		1
Rép. tchèque	1			1
Sierra Leone	1			1
Surinam	1			1
Thaïlande	1			1
Togo		1		1
Tunisie		1		1
Indéterminé	1			1
Total	**55**	**65**	**1**	**121**

Source : OE



La catégorie « **Autres types d'exploitation** » correspond à des cas pour lesquels le type d'exploitation n'est pas encore clairement identifié au moment de la 1ère demande de documents.

Évolution du profil des victimes sur la période 2013-2017 :

- Les victimes entrées dans la procédure en 2017 sont en moyenne plus jeunes que celles des années précédentes (70% ont moins de 30 ans).
- Augmentation de la proportion de victimes d'exploitation sexuelle (32% en 2013 et 45% en 2017).
- Augmentation de la proportion de femmes.
- La proportion de victimes d'exploitation économique baisse de 68% en 2013 à 54% en 2017.

Âge	Exploitation sexuelle					Exploitation économique					Autres types d'exploitation					Total				
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
<18	4	1	5	4	1	0	1	3	2	4	0	3	6	0	0	4	5	14	6	5
18-25	15	19	22	23	40	19	18	9	9	13	0	1	1	2	1	34	38	32	34	54
26-30	8	12	7	7	12	13	26	6	13	14	0	0	0	3	0	21	38	13	23	26
>30	10	11	10	14	2	47	41	43	38	34	0	5	5	4	0	57	57	58	56	36
Total	**37**	**43**	**44**	**48**	**55**	**79**	**86**	**61**	**62**	**65**	**0**	**9**	**12**	**9**	**1**	**116**	**138**	**117**	**119**	**121**
Hommes	1	5	2	0	1	67	74	52	51	47	0	5	9	8	0	68	84	63	59	48
Femmes	36	38	42	48	54	12	12	9	11	18	0	4	3	1	1	48	54	54	60	73

source : OE

Type d'exploitation	Nationalité	Hommes					Femmes					Total
		<18	18-25	26-30	≥30	Total	<18	18-25	26-30	≥30	Total	
Exploitation économique	Maroc			3	7	10		1	2	2	5	15
	Hongrie		2			2	3	4		1	8	10
	Égypte			2	4	6						6
	Cameroun		1		2	3				1	1	4
	Inde			1	3	4						4
	Chine			1	1	2				1	1	3
	Pakistan		1	1	1	3						3
	Roumanie	1			1	2				1	1	3
	Côte d'Ivoire		2			2						2
	Ghana			2		2						2
	Nigeria				1	1			1		1	2
	Portugal				2	2						2
	Sénégal				2	2						2
	Bangladesh				1	1						1
	Burkina Faso			1		1						1
	Italie		1			1						1
	Kosovo		1			1						1
	Pologne				1	1						1
	Togo				1	1						1
	Tunisie									1	1	1
	Sous-total	**1**	**8**	**11**	**27**	**47**	**3**	**5**	**3**	**7**	**18**	**65**
Exploitation sexuelle	Nigeria			1		1		30	10	1	41	42
	Albanie							2			2	2
	Hongrie							1		1	2	2
	Maroc							1	1		2	2
	Bulgarie							1			1	1
	Rép. tchèque							1			1	1
	Roumanie						1				1	1
	Sierra Leone							1			1	1
	Surinam							1			1	1
	Thaïlande							1			1	1
	Indéterminé							1			1	1
	Sous-total			**1**		**1**	**1**	**40**	**11**	**2**	**54**	**55**
Autre	Bosnie-Herz.							1			1	1
	Sous-total							1			1	1
Total		**1**	**8**	**12**	**27**	**48**	**4**	**46**	**14**	**9**	**73**	**121**

Source : OE

Documents délivrés par l'Office des étrangers à des victimes de traite et de trafic des êtres humains

		2012	2013	2014	2015	2016	2017
OQT 45 jours		36	30	33	17	10	3
Annexe 15							20
Attestation d'immatriculation (AI)		143	117	139	115	119	112
Prorogation AI		12	15	11	23	27	31
Traite des êtres humains	Cire temporaire (Carte A)	106	100	85	90	84	97
	Prorogation Carte A	441	461	450	426	421	383
	Cire illimité (Carte B)	35	46	33	6	49	50
Humanitaire	Cire temporaire (Carte A)	4	2	2	29	3	
	Prorogation Carte A	51	31	31	36	20	29
	Cire illimité (Carte B)	11	26	22	36	21	23
Annexe 13 (OQT)		7	11	14	2	2	4
Total		**846**	**839**	**820**	**780**	**756**	**752**

Les données présentées ici concernent tant les victimes de **traite** que de **trafic** d'êtres humains.

Les **752** décisions de délivrance ou de prorogation d'un titre de séjour concernent les nouvelles victimes de 2017 mais également celles des années précédentes, qui se trouvent dans une phase du statut de victime et par rapport auxquelles une ou plusieurs décisions ont été prises antérieurement.

On observe une diminution du nombre total de documents délivrés à des victimes de traite et de trafic des êtres humains (846 en 2012, 752 en 2017).

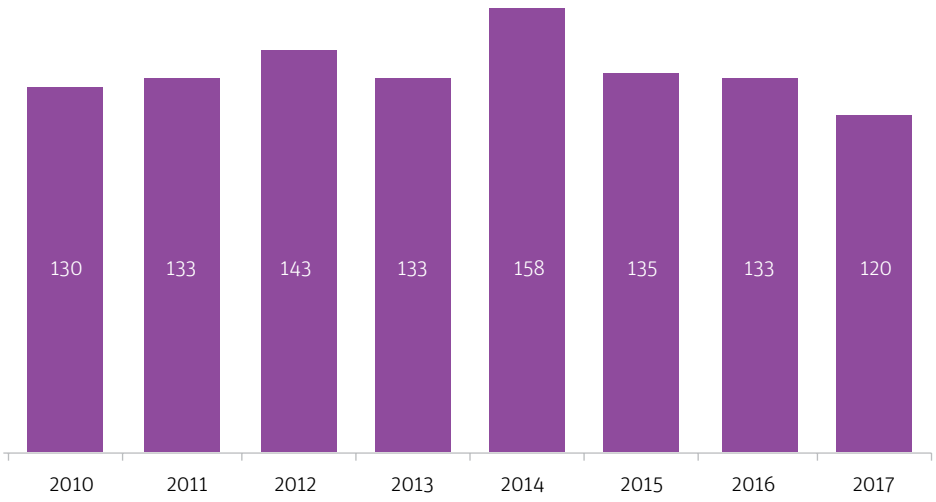
Un certificat d'inscription au registre des étrangers (CIRE), de nature temporaire et/ou prolongée, est toujours un CIRE pour une période de six mois. Normalement, les victimes en reçoivent donc deux par an tant qu'elles disposent du statut.

		M		Total M	F		Total F	Total
		<18	≥18		<18	≥18		
OQT 45 jours						3	**3**	**3**
Annexe 15			12	**12**		8	**8**	**20**
Attestation d'immatriculation (AI)		1	48	**49**	2	61	**63**	**112**
Prorogation AI			4	**4**		27	**27**	**31**
Traite des êtres humains	Cire temporaire (Carte A)	1	41	**42**	2	53	**55**	**97**
	Prorogation Carte A	3	244	**247**	5	131	**136**	**383**
	Cire illimité (Carte B)		26	**26**		24	**24**	**50**
Humanitaire	Cire temporaire (Carte A)							
	Prorogation Carte A	1	14	**15**		14	**14**	**29**
	Cire illimité (Carte B)		13	**13**		10	**10**	**23**
Annexe 13 (OQT)						4	**4**	**4**
Total		**6**	**402**	**408**	**9**	**335**	**344**	**752**

Source : OE

Nouveaux accompagnements de victimes de traite des êtres humains

120 victimes de traite des êtres humains ont entamé un accompagnement avec un centre d'accueil spécialisé en 2017



- Diminution de 10% par rapport à 2016.
- 35% de ces victimes sont de nationalité nigériane. Suivent les victimes marocaines (14%) et hongroises (6%).
- Parmi ces victimes, on dénombre **61 victimes d'exploitation économique** et **59 victimes d'exploitation sexuelle**. En 2017, il n'y a pas eu de nouvel accompagnement de victimes d'exploitation de la mendicité, de délit/crime commis sous la contrainte ni de trafic d'organe.

Nationalité	Total
Nigeria	42
Maroc	17
Hongrie	7
Égypte	6
Inde	5
Roumanie	5
Albanie	4
Chine	4
Pakistan	3
Belgique	3
Cameroun	3
Ghana	2
Sénégal	2
Rép. tchèque	2
Tunisie	2
Allemagne	1
Bangladesh	1
Bosnie	1
Bulgarie	1
Burkina Faso	1
Côte d'Ivoire	1
Guinée-Bissau	1
Italie	1
Portugal	1
Sierra Leone	1
Surinam	1
Thaïlande	1
Togo	1
Total	**120**

Les données sur les nouveaux accompagnements ne permettent pas de se forger une idée de l'ensemble de l'activité d'accompagnement ni de la capacité d'accueil des centres d'accueil spécialisés.

- En effet, l'indicateur de la durée de l'accompagnement n'est pas traité ici. Les chiffres de l'Office des étrangers relatifs à la prolongation des documents, dans le cadre de la procédure pour traite des êtres humains, en constituent toutefois un indicateur possible.

  Voir Documents délivrés par l'Office des étrangers à des victimes de traite et de trafic des êtres humains.

- Ne sont pas non plus présentés ici les signalements de personnes pour lesquelles aucun accompagnement n'a été initié.

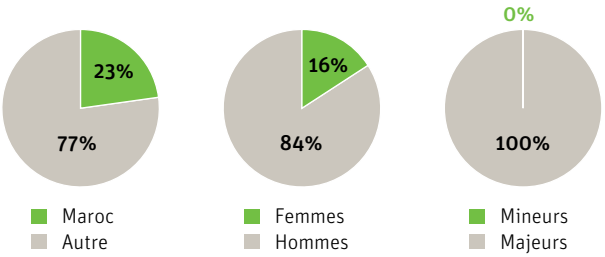
  Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter les rapports annuels des centres PAG-ASA, Payoke et Sürya.

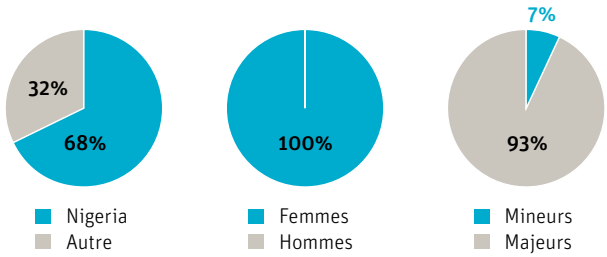
Source : Centres d'accueil spécialisés, calculs : Myria

Nationalité	Exploitation économique				Total
	Femmes		Hommes		
	<18	≥18	<18	≥18	
Maroc		4		10	14
Égypte				6	6
Hongrie		3		2	5
Inde		1		4	5
Roumanie				4	4
Chine		1		3	4
Pakistan				3	3
Cameroun				3	3
Nigeria				2	2
Ghana				2	2
Sénégal				2	2
Tunisie		1		1	2
Albanie				1	1
Allemagne				1	1
Bangladesh				1	1
Burkina Faso				1	1
Côte d'Ivoire				1	1
Guinée-Bissau				1	1
Italie				1	1
Portugal				1	1
Togo				1	1
Total	**0**	**10**	**0**	**51**	**61**

On parle d'**accompagnement** dès que la première phase (période de réflexion) est lancée, et donc dès que l'ordre de quitter le territoire ou, depuis le 20 mai 2017, l'annexe 15 est émis.

Nationalité	Exploitation sexuelle				Total
	Femmes		Hommes		
	<18	≥18	<18	≥18	
Nigeria	3	37			40
Maroc		3			3
Albanie		3			3
Belgique		3			3
Hongrie		2			2
Rép. tchèque		2			2
Roumanie	1				1
Bosnie		1			1
Bulgarie		1			1
Sierra Leone		1			1
Surinam		1			1
Thaïlande		1			1
Total	**4**	**55**	**0**	**0**	**59**





Parmi les victimes d'**exploitation économique** ayant débuté un accompagnement auprès d'un centre d'accueil spécialisé en 2017 :

- 23% sont de nationalité marocaine. Suivent les Égyptiens, les Hongrois et les Indiens.
- Les femmes sont minoritaires (16%).
- On ne compte aucun mineur parmi ces victimes.

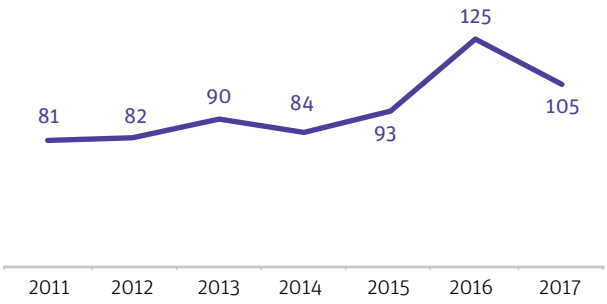
Parmi les victimes d'**exploitation sexuelle** ayant débuté un accompagnement auprès d'un centre d'accueil spécialisé en 2017 :

- 68% sont de nationalité nigériane.
- Il s'agit exclusivement de femmes (100%).
- On compte 4 mineures : 3 nigérianes et 1 roumaine.

Source : Centres d'accueil spécialisés, calculs : Myria

Condamnations pour traite des êtres humains (données de la justice)

Condamnations



En 2017,

- **105** condamnations ont été prononcées.
- Ces condamnations ont mené à 293 décisions sur la peine dont 89 avec sursis. Parmi ces décisions, 97 étaient des amendes, 84 des peines de prison, 72 des privations de droits, 35 des confiscations, 3 des suspensions et 2 des peines de travail.
- Les peines de prison prononcées en 2017 étaient en majorité d'une durée de 1 à 3 ans (51%) dont la moitié avec sursis.

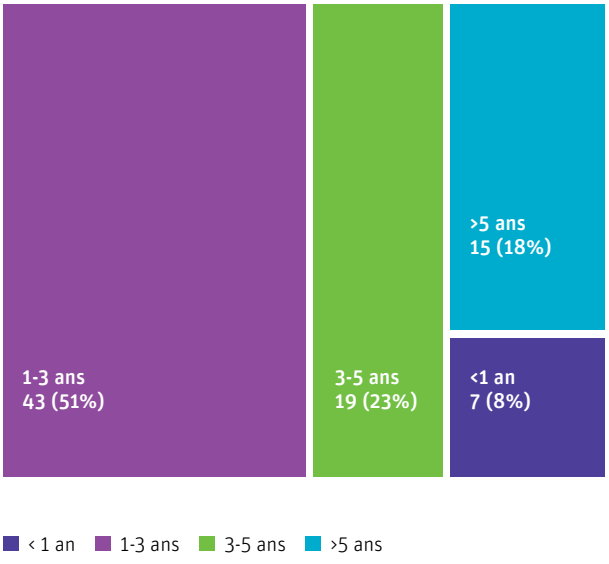
Chaque **condamnation** concerne un condamné (les condamnations sont en effet différentes des jugements qui peuvent compter plusieurs condamnations).

1 condamnation = 1 personne

Les **peines** correspondent aux décisions des condamnations. Pour une condamnation, plusieurs peines peuvent être prononcées en même temps (prison, amende, etc.). Dès lors, une catégorie n'exclut pas l'autre (à quelques exceptions près) et le total des peines est supérieur au nombre total de condamnations.

Peines	Décisions	Sursis (total ou partiel)
Amende	97	48
Peine de prison	84	41
Privation de droits	72	
Confiscation	35	
Suspension	3	
Peine de travail	2	
Total	**293**	**89**

Durée des peines de prison prononcées



Remarques méthodologiques

- Ces chiffres présentent le nombre de condamnations définitives, c'est-à-dire les condamnations ne pouvant plus faire l'objet de recours.
- La base de données ne permet pas de connaître le type d'exploitation pour l'ensemble des condamnations. Seul 30% de l'information est disponible selon le type d'exploitation (selon celle-ci, au moins 24 auteurs sont impliqués dans des faits d'exploitation économique, 17 dans des faits d'exploitation sexuelle et 3 dans des faits d'exploitation de la mendicité).
- L'extraction des données a été réalisée en mars 2018.

Source : Service de la politique criminelle, SPF Justice

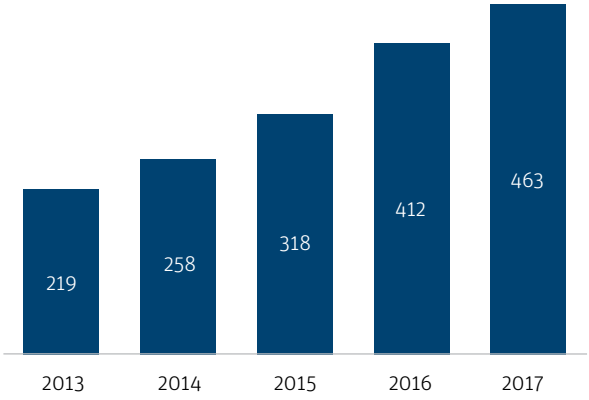
2. Trafic des êtres humains

Les infractions pour trafic des êtres humains (données de la police)

Changement méthodologique

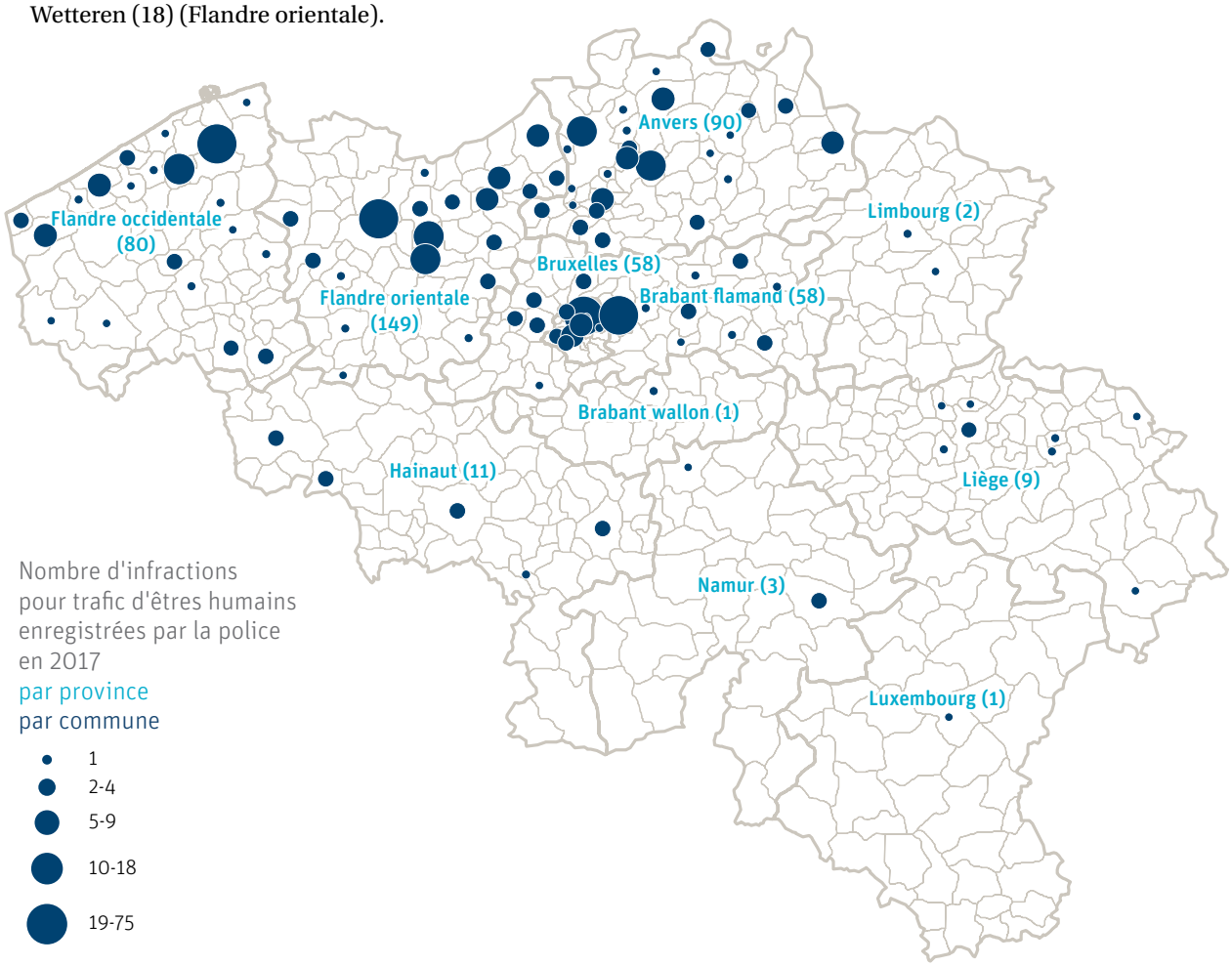
Contrairement à ce qui était présenté dans nos rapports précédents, les données présentées ici reprennent uniquement les infractions liées au trafic d'êtres humains au sens strict. Celles-ci ne sont pas additionnées aux infractions liées à l'aide à l'entrée illégale ou au séjour irrégulier, comme cela était le cas dans nos rapports précédents.

Entre 2013 et 2017, le nombre d'infractions liées au trafic d'êtres humains enregistrées par la police a doublé, passant de 219 en 2013 à 463 en 2017.



En 2017 :

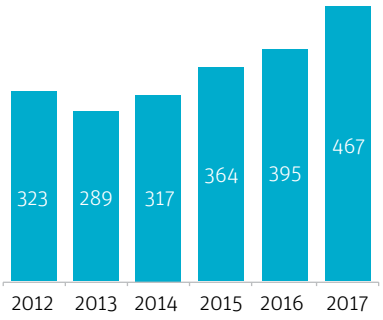
- 75% des infractions pour trafic d'êtres humains ont été enregistrées en Flandre, 19% à Bruxelles (l'aéroport de Zaventem compris) et 5% en Wallonie.
- Au niveau communal, Gand est en première position (75 infractions) devant la commune de Bruxelles-ville (37), l'aéroport de Zaventem (32), Bruges (31) et Wetteren (18) (Flandre orientale).



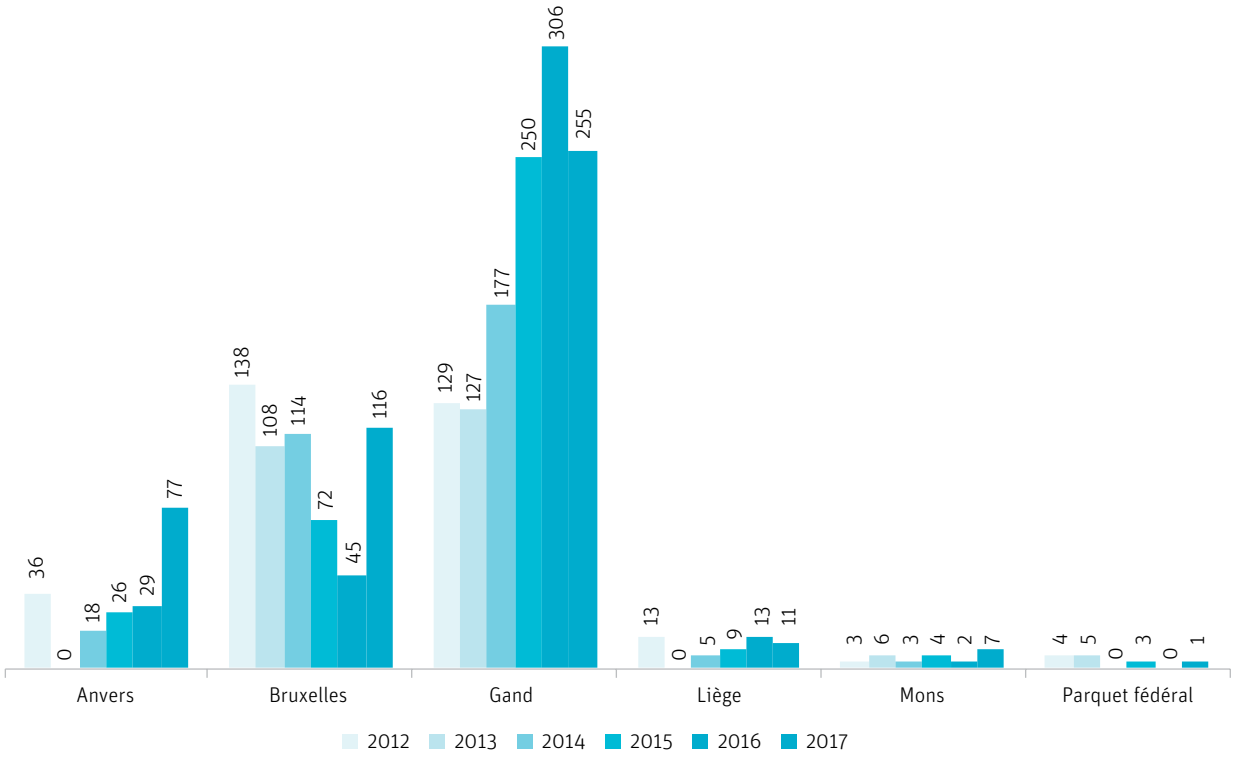
Source : Banque de données nationale générale, Police. Carte : Myria

Affaires entrées dans les parquets pour trafic d'êtres humains

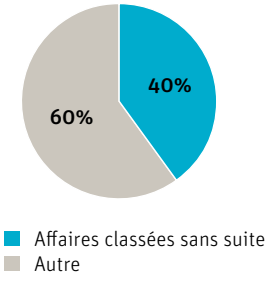
Total des affaires entrées dans les parquets pour trafic d'êtres humains



- **467** affaires sont entrées dans les parquets en 2017 pour trafic d'êtres humains.
- Augmentation continue depuis 2013.
- Plus de la moitié des affaires entrées dans les parquets en 2017 l'ont été dans le ressort de Gand (55%) (Flandre orientale et occidentale). Suivent le ressort de Bruxelles (25%), d'Anvers (17%), de Liège (2%), de Mons (1,5%) et le parquet fédéral (0,2%).
- Augmentation du nombre d'affaires dans les ressorts de Bruxelles et d'Anvers mais diminution dans celui de Gand.
- Même si le nombre d'affaires pour trafic entrées dans le ressort de Mons reste faible au niveau national, celles-ci ont fortement augmenté : 2 en 2016 pour 7 en 2017 (soit 3,5 fois plus).



Affaires entrées dans les parquets en 2017 pour trafic d'êtres humains et classées sans suite au 8 janvier 2018

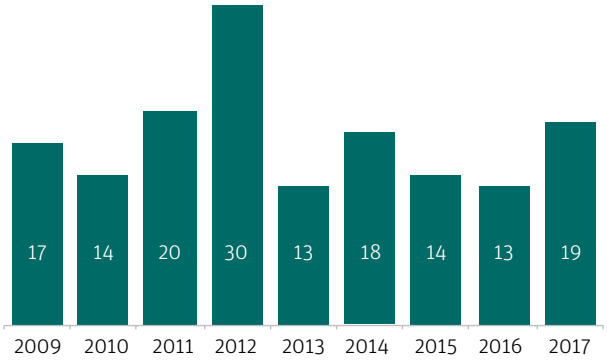


Sur les 467 affaires entrées dans les parquets en 2017 pour trafic d'êtres humains, 188 étaient classées sans suite au 8 janvier 2018, soit 40%.
Parmi ces 188 affaires classées sans suite, 71 l'étaient pour des motifs d'opportunité et 117 pour des raisons techniques (dont 73 pour auteur(s) inconnu(s) et 39 pour charges insuffisantes).

Trafic d'êtres humains :
- Art. 77*bis*, 77*ter*, 77*quater* et 77*quinquies* de la loi sur les étrangers
- Code de nomenclature 55G

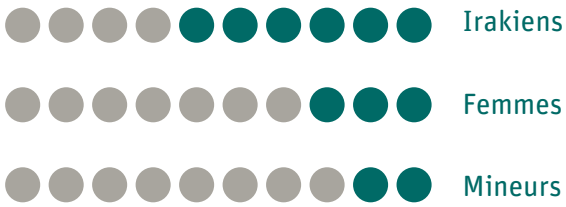
Source : Banque de données du Collège des procureurs généraux, Analystes

Victimes de trafic d'êtres humains entrées dans la procédure (données de l'Office des étrangers)



4 mineurs sont entrés dans la procédure en 2017 pour trafic aggravé :

- 3 Irakiens accompagnés
- 1 MENA albanais



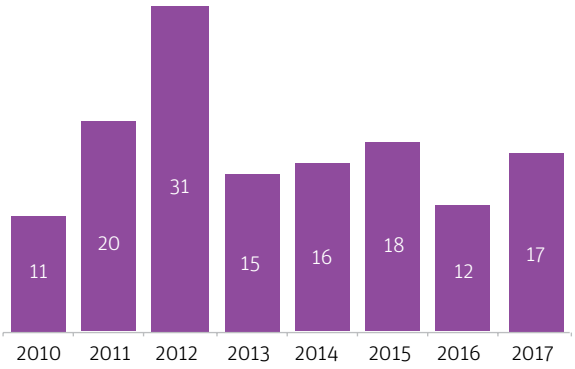
En 2017, parmi les 19 victimes de trafic d'êtres humains entrées dans la procédure :

- **12** victimes de nationalité **irakienne** (soit environ 6 sur 10)
- Une majorité de victimes masculines (environ 7 victimes sur 10 sont des hommes)
- **4** victimes **mineures** (soit environ 2 sur 10)

Nationalité	M				Total M	F				Total F	Total
	<18	18-25	26-30	≥30		<18	18-25	26-30	≥30		
Irak	2	1	3	2	**8**	1		1	2	**4**	**12**
Albanie	1	2			**3**						**3**
Afghanistan		2			**2**						**2**
Cameroun								1		**1**	**1**
Nigeria							1			**1**	**1**
Total	**3**	**5**	**3**	**2**	**13**	**1**	**1**	**2**	**2**	**6**	**19**

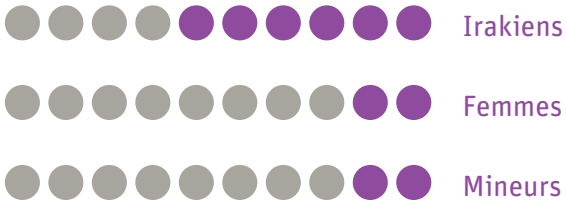
source : OE

Nouveaux accompagnements de victimes de trafic d'êtres humains entamés par les centres d'accueil spécialisés



4 mineurs victimes de trafic aggravé ont commencé un accompagnement avec un centre d'accueil spécialisé en 2017 :

- 3 Irakiens accompagnés
- 1 Albanais non accompagné



En 2017 :

- **17** victimes de trafic aggravé ont entamé un nouvel accompagnement dans un centre d'accueil spécialisé.
- Augmentation par rapport à 2016.
- Majorité d'hommes (environ 8 victimes sur 10).
- Grande proportion d'Irakiens (environ 6 victimes sur 10).
- 4 mineurs, tous masculins, 3 Irakiens et 1 Albanais.

Nationalité	Femmes		Hommes		Total
	<18	≥18	<18	≥18	
Irak		2	3	5	**10**
Albanie			1	2	**3**
Afghanistan				1	**1**
Iran				1	**1**
Cameroun		1			**1**
Chine		1			**1**
Total		**4**	**4**	**9**	**17**

Pour plus d'informations sur les nouveaux accompagnements faits par les centres spécialisés, voir 'Nouveaux accompagnements de victimes de traite des êtres humains entamés par les centres spécialisés' plus haut dans ce chapitre.

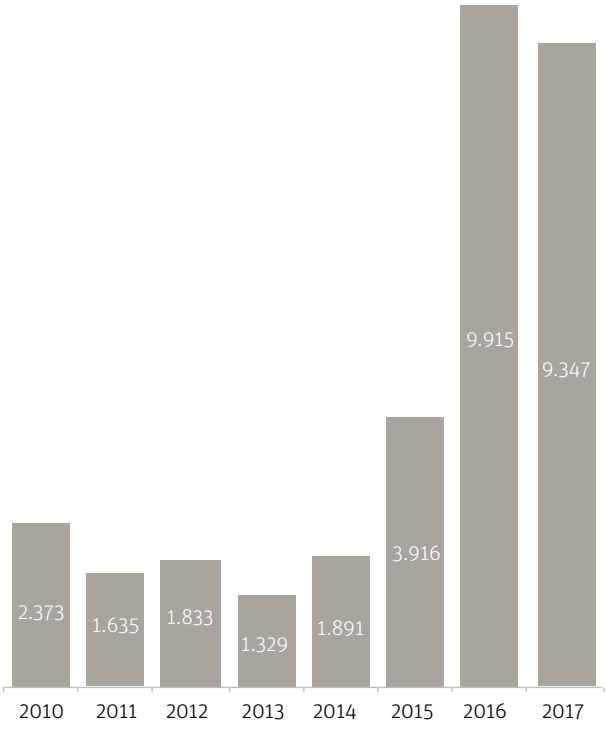
Source : Centres d'accueil spécialisés, calculs : Myria

Condamnations pour trafic d'êtres humains (données de la justice)

Le système informatique des parquets, tribunaux et casiers judiciaires étant en cours de modernisation et les différents services devant remanier, voire réécrire, les programmes pour la production de statistiques, les chiffres de 2017 des condamnations pour trafic des êtres humains n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce rapport.

Focus: Migrations de transit

Nombre d'arrestations administratives en Belgique suite à une migration de transit

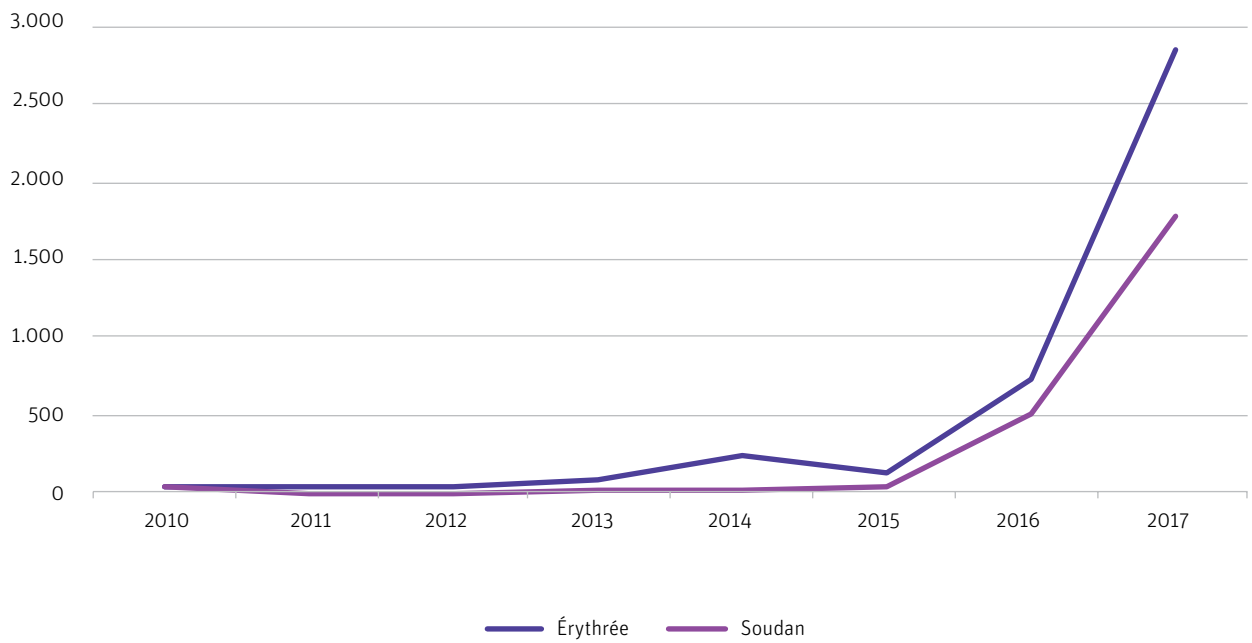


- En 2017, **9.347** arrestations administratives ont été réalisées en Belgique suite à une migration de transit.
- On note une forte augmentation du nombre d'arrestations dans le cadre du transit jusqu'en 2016 et une légère diminution entre 2016 et 2017 (-6%). Notons qu'une même personne peut être arrêtée plusieurs fois au cours d'une même année, ce qui rend complexe l'analyse du phénomène.
- Entre 2016 et 2017, le nombre d'arrestations d'Erythréens dans ce cadre a quadruplé et celui des Soudanais a triplé. Ces deux nationalités se placent en tête du classement en 2017.
- Le nombre d'arrestations dans le cadre du transit augmente aussi fortement pour la nationalité éthiopienne (x6). Dans une moindre mesure, on note une augmentation pour les Libyens (x2) et les Marocains (x1,4).
- Alors qu'ils se plaçaient en première position en 2016, on compte 10x moins d'arrestations d'Iraniens dans le cadre du transit en 2017. On observe également une diminution de moitié d'arrestations de Syriens et d'Afghans. On note aussi une diminution non négligeable pour les Irakiens.

Nombre d'arrestations administratives en Belgique suite à une migration de transit par nationalité

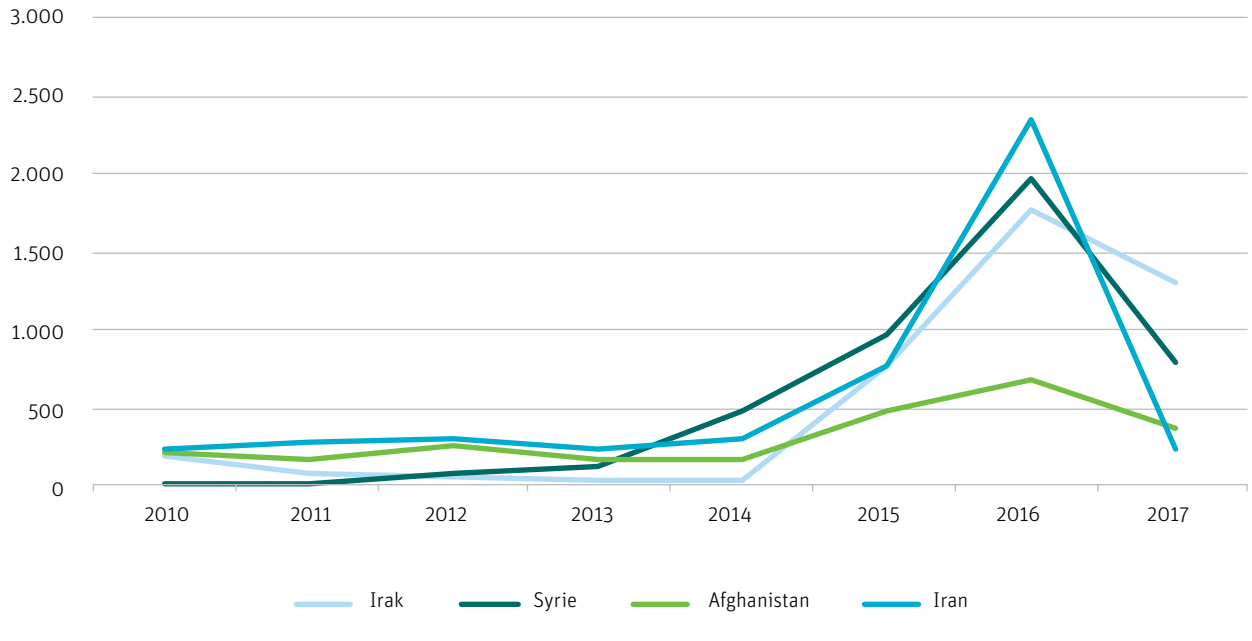
Nationalité	2016	2017	Évolution 2016-2017	
Érythrée	727	2.847	↗	x 4
Soudan	508	1.770	↗	x 3
Irak	1.758	1.305	↘	x 0,7
Syrie	1.960	789	↘	x 0,4
Afghanistan	681	367	↘	x 0,5
Inde	488	333	↘	x 0,7
Libye	129	303	↗	x 2
Algérie	281	270		x 1
Maroc	170	237	↗	x 1,4
Iran	2.354	234	↘	x 0,1
Albanie	205	223	↗	x 1,1
Éthiopie	24	137	↗	x 6
Égypte	108	81	↘	x 0,8
Indéterminé	39	71	↗	x 1,8
Pakistan	137	68	↘	x 0,5
Palestine	84	61	↘	x 0,7
Vietnam	82	51	↘	x 0,6
Tunisie	60	45	↘	x 0,8
Somalie	33	44	↗	x 1,3
Koweït	19	25	↗	x 1,3
Liban	4	16	↗	x 4
Turquie	13	15	↗	x 1,2
Tchad	2	13	↗	x 7
Kosovo	8	11	↗	x 1,4
Yemen	3	10	↗	x 3,3
Chine	10	8	↘	x 0,8
Ukraine	4	7	↗	x 1,8
Mauritanie	0	4	↗	
RD Congo	8	2	↘	x 0,3
Bangladesh	10	0	↘	
Liberia	3	0	↘	
Angola	1	0	↘	
Arménie	1	0	↘	
Népal	1	0	↘	
Total	**9.915**	**9.347**	↘	**x 0,9**

source : OE



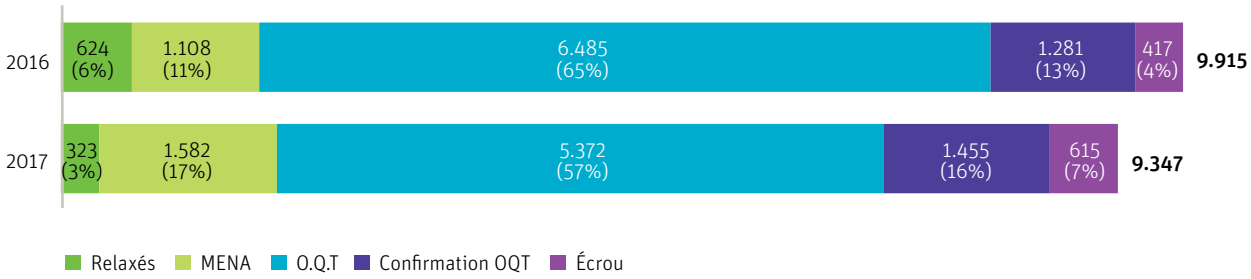
Deux tendances se dessinent:

- Une forte augmentation du nombre d'arrestations dans le cadre du transit de personnes venant d'Afrique et ce, particulièrement pour les Érythréens et les Soudanais, mais également dans une moindre mesure pour les Libyens, Marocains, Éthiopiens, Somaliens, etc.
- Après une forte hausse jusqu'en 2016, on observe une diminution importante dans le cas des nationalités venant d'Asie (Irakiens, Syriens, Afghans, Iraniens, etc.).



Source : OE

Suite données aux arrestations liées à une migration de transit



Entre 2016 et 2017, on observe :

- Une diminution de moitié de la proportion de relaxes.
- Une augmentation de la proportion de personnes se déclarant MENA.
- Une augmentation de la proportion de personnes mises sous écrou.

Les suites d'une arrestation administrative liée à une migration de transit varient d'une nationalité à l'autre. En 2017:

- En moyenne, 17% des arrestations se sont soldées par un signalement de MENA au Service Tutelles. Cependant, pour certaines nationalités, cette proportion dépassait les 20%. C'est par exemple le cas des nationalités libyenne, algérienne, marocaine, afghane, érythréenne, éthiopienne et somalienne. La proportion de personnes se déclarant MENA est particulièrement élevée parmi les Vietnamiens (51%).

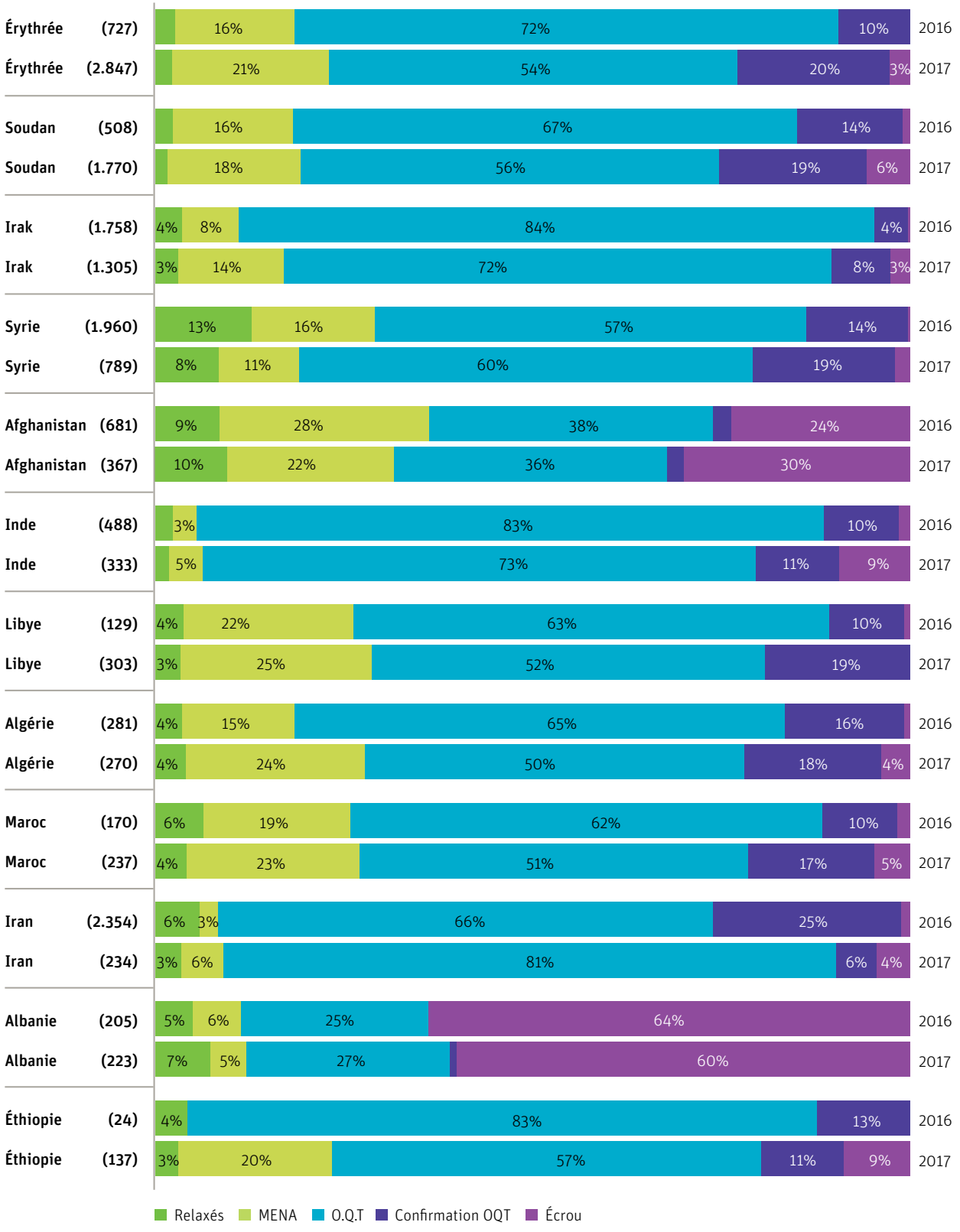
Personnes se déclarant MENA			Évolution 2016-2017	
Nationalité	2016	2017		
Érythrée	116	592	↗	x 5
Soudan	81	311	↗	x 4
Irak	133	185	↗	x 1,4
Syrie	323	84	↘	x 0,3
Afghanistan	189	81	↘	x 0,4
Libye	29	77	↗	x 3
Algérie	42	64	↗	x 2
Maroc	33	54	↗	x 2
Éthiopie	0	28	↗	NA
Vietnam	28	26	↘	x 0,9
Autres	134	80	↘	x 0,6
Total	**1.108**	**1.582**	↗	**x 1,4**

- On observe une plus grande proportion de personnes mises sous écrou parmi les Afghans (30%) et les Albanais (60%).
- Entre 2016 et 2017, on note une augmentation de la proportion de personnes mises sous écrou pour pratiquement toutes les nationalités (sauf dans le cas des Libyens et des Albanais).

- **Relaxés :** Personnes à qui l'Office des étrangers décide de ne pas délivrer de décision administrative après l'arrestation et les laisse disposer.
- **MENA :** Personnes qui se sont déclarées mineures non accompagnées et pour lesquelles un signalement a été fait au Service Tutelles.
- **OQT :** Personnes qui reçoivent un Ordre de Quitter le Territoire et qui ne font pas encore (ou plus) l'objet d'un OQT, ou lorsque la personne fait déjà l'objet d'un OQT mais que de nombreux éléments justifient la délivrance d'un nouvel OQT.
- **Confirmation d'OQT :** Personnes qui font l'objet d'au moins un OQT non exécuté dont le délai pour quitter le territoire est dépassé, qui a été délivré moins d'un an auparavant, et depuis lequel aucun nouvel élément n'est constaté.
- **Écrou :** Personnes mises en détention administratives suite à l'arrestation en vue d'un éloignement.

Source : OE

Proportions des suites données aux arrestations administratives liées à une migration de transit suivant la nationalité (top 12 des nationalités en 2017)



source : OE